

Assemblée plénière du 24 septembre 2021

Discours de la Présidente



Chers collègues,

C'est une date inhabituelle pour se retrouver en assemblée plénière parce que nous avons essentiellement à finaliser le processus d'installation de la nouvelle assemblée régionale. Je serai donc concise dans ce propos liminaire.

Nous aborderons en particulier notre règlement intérieur, qui a vocation à fixer le cadre de nos travaux en conformité avec les textes de loi, et à garantir leur fluidité, tout en assurant la démocratie interne à laquelle nous sommes tous attachés, pour les groupes de la majorité comme pour ceux de l'opposition.

Elle sera suivie cette assemblée par une commission permanente, où nous serons appelés à nous prononcer sur plus de 50 millions d'aides régionales dans l'ensemble des champs d'intervention de la Région, avec tout particulièrement la poursuite des versements dans le cadre du Plan d'Accélération de l'Investissement Régional, pour lequel d'ailleurs le mois prochain nous ferons des ajustements pour répondre aux nombreuses sollicitations sur 4 champs importants : la décarbonation de l'économie, la vente directe de produits agricoles, l'efficacité thermique dans les logements et l'appui aux projets des collectivités.

Je m'éclipserai brièvement cet après-midi, pour rencontrer Olivier Sichel, le Directeur Général délégué de la banque des territoires, autour de la création de notre foncière hôtellerie qui est opérationnelle depuis quelques semaines. Ce nouvel outil a vocation à nous aider à renforcer l'offre hôtelière indépendante, en investissant dans le portage immobilier des projets en soulageant

donc les exploitants. Ce nouvel outil contribuera à l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre d'hébergement régionale, pour pérenniser les hôtels existants, confirmer leur positionnement, renforcer la qualité de leur offre de services.

Puisqu'on parle de tourisme, un mot sur l'été qui a été malheureusement marqué par des inondations dramatiques pour certains secteurs avec lesquels notre soutien moral est entier et je me réjouis de la réforme du système assurantiel annoncé par l'Etat.

L'été a été marqué aussi par les nouvelles et très fortes alertes des experts du GIEC sur la crise climatique et l'érosion de la biodiversité, ce qui confirme bien les tournants que nous devons prendre dans nos politiques publiques. La rentrée, elle, se déroule dans un contexte sanitaire plutôt favorable, en tout cas, moins défavorable que les mois passés.

Pause ou repli de l'épidémie : il est encore difficile de savoir de quel côté penchera la balance à l'approche de l'hiver, mais force est de constater que la vaccination et la forte implication de nos compatriotes pour participer à cet effort ont contribué dans notre pays à réduire fortement les effets de la quatrième vague. Le tourisme, la restauration, la vie culturelle et sportive, les loisirs ont pu reprendre leur place dans notre quotidien. Même si on voit qu'aujourd'hui au niveau des acteurs économiques, la question qui se pose est la question des recrutements. Nous nous réjouissons tous de cette amélioration sanitaire. Les rentrées scolaires et universitaires se déroulent, elles aussi, dans des conditions beaucoup plus normales, quasi-normales. L'activité économique amorce sa reprise mais comme je le disais la vigilance doit être de mise, il y a des signaux faibles qui sont envoyés notamment autour de ces difficultés, le recrutement et puis j'aurais l'occasion de reparler d'un sujet de préoccupation majeur que nous avons au niveau de l'économie derrière l'automobile mais je vais en parler dans un instant.

Moins positif, en revanche : la façon dont les Régions sont traitées dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour 2022... 50 millions d'euros, c'est une coupe opérée par le gouvernement sur les dotations des Régions, ce qui porte le montant à travers la dotation régionale de péréquation ce qui porte le montant qui leur a été amputé aux Régions depuis l'ensemble du mandat à 850 millions d'euros.

Cette décision de baisse de la dotation de péréquation est prise alors que, selon la Cour des Comptes et la DGCL, *ce sont les Régions qui sont les plus impactées dans leurs recettes par la crise sanitaire, et que les Régions dicit la Cour des Comptes n'ont fait l'objet d'aucune mesure de soutien spécifique en 2020, contrairement aux autres niveaux de collectivité.*

La décision donc est incompréhensible alors même que les Régions ont consenti un effort considérable pour participer aux côtés de l'Etat à l'indispensable effort pour la relance ! En Bourgogne-Franche-Comté, nous avons répondu présents, vous le savez tous, sur les mesures d'urgence, présents également sur un soutien sans précédent à l'investissement public, nous sommes restés mobilisés sur nos compétences pour contribuer au redressement de notre pays.

Le prochain congrès de Région de France sera l'occasion pour le Premier Ministre d'intervenir devant nous sur ce sujet, dans une semaine mais aussi sur des demandes fortes des présidents de Région sur la place des mobilités dans les CPER, sur les mesures de compensations des pertes liées à l'exploitation des transports publics parce que nous ne voyons toujours rien venir, sur l'avenir du PRIC, sur l'accompagnement des grandes transitions qui impactent notre territoire... J'espère que vous serez nombreux à venir à Montpellier à ce congrès.

Au niveau de notre collectivité, nous poursuivons notre travail d'élaboration de notre stratégie de mandat, afin de la présenter devant cette assemblée en décembre prochain en lien avec nos orientations budgétaires. Je tiens également à faire précéder cette présentation formelle par une phase d'échange avec nos partenaires : les élus locaux, le monde économique, le monde associatif, les partenaires sociaux ... et le CESER, d'ailleurs, je salue la présence du Vice-Président Monsieur Bard à nos côtés, merci d'être avec nous. Le calendrier donc est très contraint, j'en ai conscience, mais nous devons nous y tenir, car ce cadre de projet de mandat est indispensable pour nous mettre en ordre de marche, pour poser les jalons des politiques régionales de ce mandat, et répondre aux enjeux qui sont devant nous.

La transition écologique va prendre une place de plus en plus importante dans les politiques mondiales, nationales, et bien évidemment locales.

C'est tout l'objectif de la future PAC 2023-2027 dont l'élaboration entre dans sa dernière ligne droite. Si nous avons pu obtenir des crédits supplémentaires par rapport à la dernière programmation, ce qui est une bonne chose pour notre agriculture les défis sont très nombreux. La concertation en cours avec la profession agricole et les co-financeurs (les départements et les agences de l'eau) doit permettre d'aboutir d'ici la fin du mois à des mesures FEADER à la hauteur de ces enjeux.

C'est l'enjeu de notre génération, c'est une responsabilité lourde, car il en va de la qualité de vie et de la possibilité, même, de bien vivre dans le futur.

Nous devons forcément conjuguer cette transition écologique avec nos préoccupations sociales.

Je pense, en particulier, à la préservation des compétences et des emplois.

Le Festival des Solutions Écologiques que nous avons initié, il y a 3 semaines c'est soldé par 227 actions, 5 débats de très bon niveau et une couverture régionale et nationale qui sont des signaux forts. C'est à poursuivre.

Mais au cœur de cet enjeu, à la fois écologique, social et économique, le devenir de la filière automobile. Les experts sont alarmistes. Si, tous ensemble, acteurs privés et puissance publique nous ne nous donnons pas les moyens de construire pour notre Région, une véritable Task Force, pour mettre en place les transitions nécessaires, le spectre de la disparition de la filière automobile, comme a disparu la filière textile dans les années 70, peut se dessiner. J'ai rencontré avant-hier avec Monsieur le Préfet, le pôle du Véhicule du Futur, interlocuteur de la Plateforme Automobile Nationale et le Président de la FIEV (fédération des équipementiers) afin que nous partagions services Région, services Etat les constats en vue de constituer cette Task Force dont je viens de parler. Un plan d'action Etat-Région partagé vous sera présenté à l'Assemblée Plénière de décembre, en vue d'une mobilisation auprès de l'ensemble du tissu industriel. Le sujet est extrêmement grave, je ne vous cache pas que c'est une de mes grosses préoccupations de ce mandat, mais nous avons des atouts forts dont nous devons être conscients et sur lesquels nous devons nous appuyer : d'abord notre ADN industrielle, ensuite une excellente situation géographique notamment du Nord Franche-Comté et l'émergence puissante d'une filière de diversification autour de l'hydrogène. D'ailleurs, se tient la semaine prochaine à Belfort le premier salon d'affaires autour de l'hydrogène que nous avons initié l'an dernier, mais qui n'avait pu se concrétiser que sous une forme virtuelle en janvier. Ayons à l'idée que derrière l'hydrogène c'est 100 000 nouveaux métiers créés en France d'ici 2030. Et dans la foulée de ce salon, se tiendra, toujours à Belfort, le Comité national de l'hydrogène. Ainsi, en une semaine, notre Région aura attiré des industriels de toute l'Europe : à Belfort comme je viens de l'indiquer, et ces jours-ci à Montceau-les-Mines pour le Salon des industriels de la maintenance ferroviaire, seul salon européen avec Berlin.

Pour rester sur le plan industriel, je relève l'ouverture officielle des négociations entre Général Electric et EDF. C'est une demande forte que j'avais exprimée à maintes reprises au nom de notre Région vis-à-vis de l'Etat. Il importe maintenant d'être vigilant sur le périmètre exact du rachat de la branche nucléaire de General Electric. C'est essentiel pour garantir notre autonomie énergétique, et c'est essentiel pour l'avenir industriel de Belfort.

Avant d'en terminer, et c'est un sujet qui entre en résonance avec le rapport que nous vous présentons sur l'implication de la Région dans le plan Avenir Montagne, je veux dire toute ma satisfaction devant l'officialisation par l'État de la naissance du nouveau Parc Naturel Régional du Doubs Horloger. C'est une reconnaissance, pour un territoire riche en atouts et en patrimoines à la fois naturel, industriel, agricole... C'est un projet très intéressant par son intégration transfrontalière, puisque c'est en réalité la réunion dans une même réflexion stratégique de deux parcs, le Doubs Horloger en France et le Parc du Doubs en Suisse. C'est enfin une récompense pour un long travail, mené à bien par les élus locaux et les équipes du secteur : et je veux en notre nom leur adresser aujourd'hui toutes mes félicitations.

Je cède donc maintenant la parole à Monsieur Platret.